

II. Les programmes agricoles

Je me suis souvent demandé pourquoi les programmes agricoles sont en général plus difficiles que les autres... je crois en fait que les familles attachent beaucoup d'importance à leurs besoins agricoles (c'est le besoin fondamental de sécurité alimentaire, avec l'eau, il prime devant tous les autres), qui sont évidemment prioritaires pour elles ; du coup, elles ont déjà presque tout essayé dans ce domaine avec les moyens technologiques dont elles disposent — tout en limitant les risques pris car elles ne peuvent pas se permettre de perdre une récolte — contrairement aux domaines de l'hygiène, de l'assainissement, de la santé ou de la scolarisation (qui leur paraissent moins prioritaires...). Par conséquent, nous ne pouvons agir que sur des niches particulières qui garantissent une grande efficacité.

Un autre point, c'est que l'on constate souvent que les familles les plus dynamiques et les plus audacieuses (en fait ce sont les familles dont la sécurité alimentaire est suffisante, qui peuvent prendre le risque de l'innovation), s'accrochent plus à ces actions productives et finissent par en constituer la cible majoritaire. Cela nous a amenés à développer dans certains pays une ligne d'action spécifique pour les familles les plus démunies.



En **Haïti**, les dites niches se sont montrées très variables selon les contextes régionaux (à Ennery, à Marigot, aux Palmes et à Bainet, dans le Nord-Ouest et dans les Cahos). Hormis le fameux repeuplement porcin¹ qui constitua une niche très efficace pour tous les programmes à la suite de l'abattage généralisé des porcs en raison de l'épidémie de peste porcine de 1978 à 1982, on peut citer :

- la culture du chou partout, mais notamment dans les zones froides et hautes, comme les Palmes ;

- aux Palmes, encore, les boisements de casuarinae, associés à la culture de l'igname avec la technique du miniset permettant une plus grande démultiplication (pourvu qu'on ait de la surface, ce qui n'était pas le cas par exemple à Marigot) ;

- les vaccinations de poules locales contre la maladie du Newcastle (qui fait des ravages puisqu'environ 40 % des poules locales en meurent chaque année dans plusieurs pays). Ces vaccinations sont presque toujours plus efficaces que l'introduction de poules de race améliorée (comme, par exemple, les Mikolongwe au Malawi), souvent plus fragiles et plus exposées aux prédateurs et qui demandent le plus souvent la réalisation de poulailler ;

- le sur-greffage des manguiers, consistant à couper les branches des vieux manguiers pour les greffer, à 1,5 m au moins du sol, avec des manguiers de qualité meilleure et de prix supérieur (souvent des franciques). Cette action, principalement réalisée dans les zones de Marigot² et des Cahos (où il y avait beaucoup de manguiers anciens) a tellement bien marché qu'on a essayé de la pérenniser en créant des groupes de greffeurs. S'est alors produit le même effet pervers que pour les vaccinateurs de poules... à savoir que les greffeurs ont eu tendance à donner la priorité à ceux qui avaient le plus grand nombre d'arbres à greffer (comme les vaccinateurs donnaient la priorité à ceux qui avaient le plus de poules...) c'est à dire aux moins pauvres... Ce sont des effets qui ne sont pas toujours évitables, surtout quand on veut que les actions productives deviennent autonomes ;

¹ Dès le début, il s'est agi, dans toutes ces zones de former des petits comités de 3 paysans (appelés « *ti komité kochon* ») auxquels on prêtait une truie. Les trois membres se partageaient les portées quelques mois plus tard. En retour ils se chargeaient de nourrir la truie et de la rendre ou par la suite de rendre une jeune truie dans un état équivalent à celui de celle qu'on avait donnée au départ.

Ce système a permis à des centaines de familles de ces zones de récupérer plusieurs milliers de porcelets. C'était d'autant plus utile pour ces familles que les porcs locaux, qui se nourrissaient facilement des divers déchets des habitations, constituaient en quelque sorte une épargne familiale... On a même vu (notamment aux Palmes et à Delatte) des comités-source utiliser ce système pour constituer une réserve « sur pieds » en cas de panne sur leur réseau hydraulique !

Un jour, bien plus tard, alors je montais à Médor, j'ai croisé un agriculteur du Bas-Cahos, les épaules chargées d'un porcelet qu'il avait été acheté au marché de Médor... signe tardif mais évident du succès de cette opération de repeuplement...

Voir sur PRATIQUES la Note sur le repeuplement porcin dans l'Evaluation externe des programmes aux Palmes et à Marigot Haïti, 2001. <http://www.interaide.org/pratiques/content/evaluation-externe-des-programmes-aux-palmes-et-%C3%A0-marigot-ha%C3%AFt-2001>

² Voir sur PRATIQUES la Note sur le sur-greffage des manguiers dans l'Evaluation externe des programmes aux Palmes et à Marigot Haïti, 2001. <http://www.interaide.org/pratiques/content/evaluation-externe-des-programmes-aux-palmes-et-%C3%A0-marigot-ha%C3%AFt-2001>



- les aménagements de ravines, surtout aux Palmes³, dans le Nord Ouest et à Marigot avec l'intérêt de protéger les captages de source en aval tout en provoquant des « atterrissements » (terrasses fertiles) spectaculaires, mais avec l'inconvénient de ne toucher qu'un nombre très limité d'agriculteurs «riverains» ;

- plus récemment en 2001, la relance de la culture du café, dans les Cahos : cela a commencé avec la FACN (Fédération des Associations Caféières Natives). Celle-ci se souvenant de l'époque où les Cahos furent une région caféière réputée, et connaissant la qualité du café que l'on peut y produire a proposé des tarifs alléchants et des ristournes importantes pour la part de la production qui serait classée comme exportable... Ce qui intéressait évidemment les 5 300 planteurs regroupés en trois associations de planteurs à Médor, Pérodin et Chenot.

L'équipe du programme a aménagé des points de tri, de dépulpage et de séchage du café répartis dans ces trois zones, ainsi que des opérations de replantation et de régénération des parcelles et de lutte contre le «scolyte» (un parasite qui pique les cerises de café) qui ont globalement contribué à augmenter et améliorer nettement la production dans la zone (*voir site Pratiques*⁴). Cependant, la FACN n'a pas pu tenir ses promesses et les planteurs, déçus par les prix offerts et par les retards sur les versements des ristournes, se sont tournés vers d'autres clients.

Aujourd'hui les débouchés sont plus diversifiés : les planteurs vendent directement une partie de leur café sur le marché insulaire local (haïtien et/ou dominicain), où les prix ont augmenté considérablement ces dernières années, faisant du coup une concurrence sérieuse à la filière export. Une autre partie du café est vendu aux associations de planteurs, qui ont établi un partenariat avec une association américaine proposant des prix et des ristournes intéressants, ainsi qu'un appui pour maintenir la dynamique de replantation à travers les associations caféières. Globalement, que ce soit sur le marché local ou à travers les associations, l'évolution des prix favorise des planteurs de café et consolide la dynamique de replantation (*voir sur Pratiques*⁵).

Aujourd'hui, le taux de triage, qui mesure la part du café non exportable, est très bas (2,6 % en moyenne sur le triage du café vert) et témoigne des efforts des planteurs et des centres de lavage pour livrer la meilleure qualité possible, mais aussi de nombreuses activités de formation techniques réalisées par Inter Aide.

³ Voir sur PRATIQUES la Note sur le reboisement aux Palmes dans l'Evaluation externe des programmes aux Palmes et à Marigot Haïti, 2001 <http://www.interaide.org/pratiques/content/evaluation-externe-des-programmes-aux-palmes-et-%C3%A0-marigot-ha%C3%Aft-2001>.

⁴ Fiche Pratique - Réintroduction de la culture caféière dans les Cahos en Haïti - Pièges artisanaux à scolyte, Inter Aide 2005
http://www.interaide.org/pratiques/sites/default/files/Cafe_Cahos_fiche_technique_pieges_artisanaux_scolyte_2005.PDF

⁵ Guide de procédures pour les associations caféières des Cahos en Haïti & note introductive - Inter Aide 2012
<http://www.interaide.org/pratiques/content/guide-de-proc%C3%A9dures-pour-les-associations-caf%C3%A9i%C3%A8res-des-cahos-en-ha%C3%Afti-note-introductive>



Au **Malawi**, les programmes agricoles ont débuté en 1996 avec principalement les clubs de reboisement, qui faisaient des pépinières et des plantations d'arbres. En 1998, après avoir essayé plusieurs aménagements de grands bassins versants, on s'est davantage centrés sur les semences que l'ont fournissait à des groupes. Cela était très efficace, car la disponibilité de semences (de maïs, de soja, de haricot et d'arachide) de qualité à un prix raisonnable et au bon moment était un facteur de réussite important pour les agriculteurs défavorisés. Mais cela impliquait des transports très lourds à gérer, c'est alors qu'a surgi l'idée des banques de semences, encore très pratiquée aujourd'hui (*voir sur Pratiques*⁶).

Il s'agit de constituer des groupes appelés « *seed banks* » comprenant une trentaine ou une quarantaine d'agriculteurs(trices) à qui l'on prête la première année 8 kg par bénéficiaire de différents types de semences améliorées, à charge pour eux de rembourser le double à la banque de semences lors de la récolte.

Ce système, qui simplifie beaucoup les problèmes de transport et de logistique et qui responsabilise davantage les paysans en vue d'une autonomisation de ces structures communautaires, a permis de toucher de nombreux agriculteurs chaque année et d'accroître nettement les surfaces plantées en maïs, en soja, en haricot, en arachide et en pois d'angole. Pendant la saison agricole 2010-2011 par exemple, les 3 805 familles composant les 97 banques de semences ont planté 36 887 kg de semences diverses.

Pour les tubercules (patate douce, pomme de terre, manioc, etc.), un système encore plus multiplicateur a pu être mis en place dans la mesure où elles donnent de nombreux rejets (notamment pour les patates douces).

Une autre niche a été l'exploitation des bas-fonds en saison sèche, très fructueuse pour les paysans qui disposent ou louent de telles terres... Les retours sur investissement de cette activité sont rapides et importants pour ces familles qui peuvent arriver à faire trois cycles de production.

En 2011, 1 315 familles organisées autour de 43 sites d'irrigation ont pu bénéficier de ce volet du programme. Elles ont chacune pu dégager un revenu moyen de 90 euros, leur permettant de se nourrir pendant 5 mois.

Une autre niche encore a été la vaccination des poules locales, habituellement décimées à au moins 40% chaque année par la maladie de Newcastle. Ce service, assuré par des vaccinateurs communautaires, a été rendu possible et efficace avec l'apparition dans le pays d'un vaccin sous forme de goutte dans l'œil, thermo-résistant. En effet, ce type de vaccin permet d'ajuster le nombre de doses au nombre de poules à vacciner. Ce service s'est aussi étendu à des zones plus larges. C'est ainsi que 1 174 poules ont pu être vaccinées entre novembre 2007 et novembre 2011, chiffres à diviser par dix pour obtenir le nombre de familles touchées, ce qui reste considérable ! (*voir sur Pratiques*⁷).

⁶ Technical note on Seed Banks in Malawi – Fabrice Vandeputte, Inter Aide 2005 <http://www.interaide.org/pratiques/node/136> et Guide du formateur : Banques de semences (en anglais) et guide pour les agriculteurs et groupements : (Seed banks Booklets en anglais et chichewa) : Phalombe Agriculture Programme - Malawi: Seed-Banks, trainer's guidelines <http://www.interaide.org/pratiques/node/138>, Laurence Mathieu-Colas & Goulven Le Bahers, Agronomes, programme agricole à Phalombe - Inter Aide Malawi 2010 - [Référéncé depuis 2010 par Inter-Réseaux](#)

⁷ [Phalombe Agriculture Programme - Malawi: Booklet on Poultry Vaccination](#) Laurence Mathieu-Colas & Goulven Le Bahers Inter Aide 2010 <http://www.interaide.org/pratiques/node/147>



En revanche, l'introduction de poules Mikolongwe de race améliorée, plus fragiles, plus vulnérables aux prédateurs et plus sensibles à une alimentation de qualité, a touché moins de familles car elle nécessite la construction d'un poulailler, une alimentation plus coûteuse et plus de surveillance.

D'une manière générale, on a constaté que les paysans les mieux lotis peuvent prendre le risque de participer à nos actions et en profitent davantage, notamment pour les actions touchant aux semences et aussi pour l'exploitation des bas-fonds. Ce constat nous a amenés à développer une ligne d'action spécifique pour les familles très vulnérables : cette ligne, qui s'adresse principalement aux familles ayant ou ayant eu un ou plusieurs enfants considérés comme dénutris lors des pesées villageoises, a touché 180 familles environ chaque année. Elle comprend principalement l'accès à des semences diversifiées et de qualité, un appui à la plantation de papayers, mais aussi goyaviers, bananiers et moringa (arbres à croissance très rapide et qui donnent des fruits pour les enfants⁸), un appui au développement des activités de bas fonds (depuis 2009) ainsi qu'un appui aux jardins de case. Elle a non seulement permis à ces familles de réduire leur insécurité alimentaire mais aussi de sortir de leur isolement social et de retrouver leur dignité.

Il ne faut pas oublier l'introduction d'arbres d'essences forestières qui a constitué une composante essentielle des programmes agricoles. Tout en évitant une déforestation importante des zones d'action, elle a permis aux familles bénéficiaires de disposer de bois de chauffe ou de construction. Aussi, pour donner d'autres options, moins onéreuses mais toutes aussi efficaces et plus durables, que celle des engrais chimiques prônée par le gouvernement malawien, la production de compost, les actions de protection des sols et la diffusion d'essences agro-forestières ont permis de protéger et d'enrichir durablement les terres. En 2007 et 2011, 967 289 arbres ont été plantés par 13 936 familles.

⁸ Voir sur le site du réseau Pratiques : Moringa Training Guidelines, Chadza Agricultural Programme, Malawi 2012 <http://www.interaide.org/pratiques/node/426>



En **Ethiopie**, compte tenu de la très forte densité de population, les niches qui nous semblaient intéresser les paysans en priorité se sont souvent situées dans le domaine de la lutte antiérosive, mais aussi dans ceux des semences, du fourrage et des variétés améliorées. Après quelques essais, notamment en 1999, de diguettes semi-filtrantes très efficaces (*voir sur Pratiques*⁹), mais peu prisées par les paysans locaux et une interruption du programme pendant près d'un an par les autorités locales en 1999-2000... on s'est finalement concentrés sur les fossés-talus permettant à la fois de retenir l'eau et de créer des « atterrissements » mais dont l'inconvénient était qu'ils prenaient beaucoup de place... D'abord renforcés par la contre-plantation de vétiver (en 2002, par exemple, on a réalisé 77 km de fossés-talus, dont près de 50 % contre-plantés en vétiver), ces fossés-talus ont ensuite servi à planter des fourrages.

Ces plantations de fourrages ont constitué une seconde niche, dont on a pris conscience plus tard mais qui est devenue très importante. Au départ, il s'agissait d'optimiser et de valoriser la place prise par les structures antiérosives qui représentent entre 6 et 8 % des parcelles cultivables, ce qui est non négligeable dans le contexte du sud de l'Ethiopie. La production de fourrage (*voir sur Pratiques*¹⁰) sur les structures offrait du coup un bénéfice quasi immédiat, au regard du temps plus long nécessaire pour percevoir les effets des mesures antiérosives. Avec l'appui du projet, la production de fourrage (qui constitue une nouvelle pratique dans les zones d'intervention) a permis de répondre à la pénurie croissante de fourrage en période sèche. Aussi, la méthode de multiplication du pennisetum par bouturage, que nous avons promue, est facile et indépendante de filières extérieures, tout comme le pois d'angole, une des rares espèces de pois vivaces qui se multiplie aussi facilement. La culture de fourrage semble profiter à toutes les catégories de familles, avec des stratégies différentes en fonction du niveau de vulnérabilité : amélioration des conditions du bétail, génération de revenus par la simple vente de fourrage, effet sur la production laitière, engraissement... Entre 2009 et 2011 par exemple, 7 600 familles ont mis en place leur petite pépinière pour multiplier des plants fourragers et les transplanter sur les structures et en bordure de champs.

En ce qui concerne l'accès aux semences et leur conservation, on s'est beaucoup appuyés sur les *Iddirs*. La collaboration avec ces groupements traditionnels a également constitué une innovation en milieu rural éthiopien. Pour les céréales (blé, teff, maïs et aussi triticale), on donnait un stock initial de semences améliorées aux *Iddirs* qui en assurent la distribution à des groupes de conservation de leur communauté et le remboursement après la récolte. Mais on s'est rendu compte que les *Iddirs*, soucieux de garantir le bien commun de la communauté, avaient tendance à privilégier les familles en fonction de leurs capacités à rembourser plutôt qu'en fonction de leur situation de précarité. Pour la question des semences, le projet a alors expérimenté la possibilité pour les familles de multiplier elles-mêmes leurs propres semences.

⁹ [Fiche Pratique - Conservation des sols, un exemple : système global de diguettes semi-filtrantes - Mure, Ethiopie \(Fr & En\)](http://www.interaide.org/pratiques/content/fiche-pratique-conservation-des-sols-un-exemple-syst%C3%A8me-global-de-diguettes-semi-filtrantes) Patrice Mérillet, Inter Aide 1998 ([Fiche référencée par Inter-Réseaux](#))
<http://www.interaide.org/pratiques/content/fiche-pratique-conservation-des-sols-un-exemple-syst%C3%A8me-global-de-diguettes-semi-filtrantes>

¹⁰ [L'accès au fourrage dans les zones de moyenne et de haute altitude du Wolayta et du Kambatta - Ethiopie](http://www.interaide.org/pratiques/content/lacc%C3%A8s-au-fourrage-dans-les-zones-de-moyenne-et-de-haute-altitude-du-wolayta-et-du-kambatta)
Michaël Spada, François Bourgois, Inter Aide mai 2005 :
<http://www.interaide.org/pratiques/content/lacc%C3%A8s-au-fourrage-dans-les-zones-de-moyenne-et-de-haute-altitude-du-wolayta-et-du-kambatta>



Cela a néanmoins permis de montrer que les Iddirs pouvaient jouer un rôle important pour représenter les communautés et aussi pour faciliter la diffusion de nouvelles variétés, notamment auprès des familles plus pauvres. En 2011-2012 par exemple, à la suite de trois années consécutives de sécheresse, le projet s'est appuyé sur les Iddirs pour diffuser différentes variétés, nouvelles ou partiellement perdues avec les sécheresses, à plus de 2 000 familles pauvres ; il s'agissait notamment de l'*enset* (« aux bananier »), ou d'une variété améliorée de taro, de manioc, de pois d'angole, d'igname avec une méthode de multiplication rapide, de haricots rouges et de quelques arbres fruitiers. Des appuis spécifiques ont aussi été apportés pour les familles les plus démunies, notamment pour la restauration de la culture de l'*enset*, qui constitue une plante très importante pour faire face aux périodes de soudure, et aussi la diversification des cultures dans les jardins de case.



A **Madagascar**, la riziculture constituait évidemment la première et la plus large des cultures et on s'y est d'emblée intéressés. On a donc réalisé dès le début des aménagements de périmètres irrigués, le premier de 80 hectares dans la zone de Vohipeno, et le second de 32 hectares à Bekatra, sur la zone de Manakara. Constatant que ces grands périmètres impliquant de nombreuses familles posaient de gros problèmes d'organisation on s'est par la suite orientés vers des réhabilitations de périmètres beaucoup plus petits, ce qui nous a amenés à ouvrir le programme « MPI » d'amélioration de micro-périmètres irrigués (*voir site Pratiques*¹¹) selon une méthode très participative visant à optimiser les réseaux d'irrigation par les usagers avant toute construction de micro-infrastructures. Un peu plus de 70 MPI ont été réhabilités, desservant chacun 10 à 15 familles, pour des surfaces moyennes optimisées ou étendues allant de 3 à 10 hectares permettant un gain de production en paddy d'une vingtaine de tonnes par an et par périmètre réhabilité.

On s'est beaucoup concentrés à partir de 1999 sur la promotion des méthodes de riziculture inspirées du SRI (Système de Riziculture Intensive) mais adaptées à la situation des parcelles où cette technique est applicable sans trop de risque (maîtrise de l'eau, cela ne correspond pas à la majorité des parcelles de riziculture aquatique) cette dernière méthode appelée SRIA (SRI Adapté) prône une bonne préparation des parcelles, le repiquage soigneux de jeunes plants avec une densité contrôlée et le sarclage, avec une sarleuse si le repiquage est en ligne). Ces méthodes ont permis à de nombreux agriculteurs d'augmenter leurs rendements (accroissement du rendement en paddy de 67 % par rapport aux pratiques traditionnelles) et sont accompagnées de conseils de fertilisation organique (fumier, compost) ou minérale (*voir site Pratiques*¹²).

D'autres propositions techniques ont concerné les productions de tubercules (manioc, patate douce) tant sur de nouvelles variétés productives que des innovations techniques : le « *basket compost* » par exemple permet de quintupler la production d'un pied de manioc, mais avec un investissement en travail conséquent. C'est donc une solution intéressante pour les paysans disposant de peu de terre).

Ces actions d'encadrement individualisé dynamique (limitées à une durée maximale de deux saisons afin d'éviter les dépendances par rapport au programme) permettent d'appuyer directement dans leurs parcelles 400 nouvelles familles de paysans par an dans chaque zone. Une étude d'impact a montré que la diffusion de ces innovations permet de toucher plus du double de bénéficiaires indirects. Les diffusions variétales touchent quant à elles encore d'avantages de paysans.

¹¹ [Fiche Pratique - Techniques mises en œuvre pour la réhabilitation des micro périmètres irrigués sur la côte Sud-Est de Madagascar](http://www.interaide.org/pratiques/sites/default/files/Fiche_MPI_Mada_2005_2007.pdf) Charles Pernin, juillet 2005 - Revu en 2007 par Damien du Portal, Inter Aide http://www.interaide.org/pratiques/sites/default/files/Fiche_MPI_Mada_2005_2007.pdf

¹² [Formation de paysans, module 1: l'itinéraire technique du SRIA - Module 2: la fertilité des sols, Mananjary - Madagascar](http://www.interaide.org/pratiques/content/formation-de-paysans-module-1-litin%C3%A9raire-technique-du-sria-module-2-la-fertilit%C3%A9-des-sols) Marie-Cécile Ricard, Inter Aide Madagascar 2007.

<http://www.interaide.org/pratiques/content/formation-de-paysans-module-1-litin%C3%A9raire-technique-du-sria-module-2-la-fertilit%C3%A9-des-sols>
[Note pratique AGRO: intensification en riziculture irriguée \(SRIA: système de riziculture intensive adapté\) dans le Sud-Est malgache](http://www.interaide.org/pratiques/content/note-pratique-agro-intensification-en-riziculture-irrig%C3%A9e-sria-syst%C3%A8me-de-riziculture-intensive-adapt%C3%A9-dans-le-sud-est-malgache) Laurent Clarys, Manakara, Madagascar - Inter Aide 2004
<http://www.interaide.org/pratiques/content/note-pratique-agro-intensification-en-riziculture-irrig%C3%A9e-sria-syst%C3%A8me-de-riziculture>



Les actions se sont développées géographiquement avec l'ouverture d'un programme équivalent sur la zone de Mananjary. Les programmes ont aussi élargi leur domaine d'action avec l'appui aux organisations paysannes en partant de la base. Cela a commencé par la constitution de petits groupements de paysans adoptant des innovations et menant des activités communes, pratiquant l'entraide, le stockage ou la vente de produits en commun et échangeant sur leurs pratiques. Ces groupements ont ensuite donné naissance à des unions utiles pour les approvisionnements en intrants, l'accès au crédit et le stockage spéculatif de paddy, mais aussi pour la multiplication de variétés ou de plants nécessitant une technicité particulière. C'est notamment le cas pour les plants de girofle ou de café qui sont produits au niveau des unions grâce aux compétences techniques et outils gérés par les techniciens d'unions (bénévoles formés par les programmes) en appui au travail groupé des membres.

Ces organisations paysannes des deux districts se sont finalement fédérées. La Fédération *Fagnimbogna* («entraide») créée en 2009, constitue actuellement un interlocuteur des autorités régionales et rassemble 1 200 paysans dans plus de 100 groupements et 25 unions. La fédération Fagnimbogna a permis aux paysans d'obtenir un contrat de production de semences avec la FAO et des financements locaux pour des formations et la construction des locaux de 2 coopératives, des dotations en petits équipements pour les unions. Elle développe de nombreux contacts pour ouvrir de nouveaux débouchés pour les produits agricoles des paysans Fagnimbogna qui ont désormais une bonne maîtrise des techniques de production et multiplication. L'introduction d'une nouvelle variété (telle que la patate douce peu désormais se faire rapidement et systématiquement à partir d'une faible quantité de matériel végétal initial étant donné que chaque union est capable de gérer des parcelles permettant de multiplier puis diffuser à tous leur membres du matériel végétal de qualité.

Le programme s'attache en particulier à appuyer les familles en grande précarité (ces dernières, qui n'ont souvent pas la capacité de participer aux actions citées plus haut, sont choisies sur des critères précis). Elles reçoivent des appuis «coup de pouce» visant à les doter au sein de leur jardin de case de différentes cultures pour leur permettre une production à court et moyen terme : bananes (fruits et plantain), arbres fruitiers, ananas, maraîchage, patate douce, manioc en *basket compost* et légumineuses. Ces familles peuvent faire l'objet d'un encadrement sur plusieurs saisons.

On est par ailleurs sur le point d'ouvrir un programme similaire sur la zone de Farafangana, et de développer les actions depuis Manakara sur le district de Vohipeno, en capitalisant sur l'expérience acquise, ce qui ferait quatre zones avec celles de Manakara, et Mananjary.



En **Sierra Leone**, le programme agricole lancé dans la zone de Kamakwié (district de Bombali) en 2007 s'est tout d'abord attaché à tester des innovations avec les agriculteurs tout en menant des diagnostics des systèmes agraires de cette zone où une majorité de paysans pratiquent encore des techniques de cultures sur abattis-brulis et une riziculture de bas fonds inondés.

Je n'ai malheureusement pas eu l'occasion de visiter cette région, mais je sais que les innovations qui se sont avérées performantes et qui ont été diffusées plus largement jusqu'à présent concernent :

- la diffusion de variétés qui n'étaient pas présentes dans la région permettant notamment aux familles de mieux répartir les risques agricoles par l'étalement des récoltes (riz ou fonio de cycle court par exemple), ou une meilleure adaptation aux contraintes agro-écologiques (variétés d'arachides, d'igname ou de patate douce...),
- l'appui à la conservation et à la multiplication de semences (organisation et formation de groupes de conservation de semences, accès facilité à des bâches pour optimiser le séchage, technique de conservation et de gestion des semences...),
- la production maraîchère, en particulier d'oignons (très prisés), et de légumes-feuilles,
- l'introduction de variétés, couplée à des pratiques de multiplication et de production telles que celle de l'igname blanc (qui n'était pas connu dans la zone). Elles sont associées à la technique du « miniset » qui permet aux paysans de se constituer assez rapidement une petite plantation d'igname à partir d'un seul tubercule (*voir site Pratiques¹³*),
- les techniques de riziculture type SRIA mises au point à Madagascar mais adaptées au contexte (simplification car les pratiques rizicoles y sont plus basiques),
- l'amélioration simple de la transformation de produits (fosses d'extraction d'huile de palme, râpes à pédales pour le manioc...).

Le programme s'attache à tester en continu d'autres pratiques et variétés tout en diffusant des conseils agronomiques plus généraux (tri soigneux des semences, densité de plantation...). Un accent particulier est mis aussi dans ce pays sur le soutien aux ménages hautement vulnérables avec un appui spécifique pour l'amélioration de leur jardin de case et différentes cultures productives à court et moyen terme.

¹³ [Yam cultivation in Sella Limba, Sierra Leone. Impact assessment of the introduction of a new alata variety and a quick multiplication technique](http://www.interaide.org/pratiques/content/yam-cultivation-sella-limba-sierra-leone-impact-assessment-introduction-new-alata-variety) Tangui Barré, Michael Spada, Inter Aide April 2012
<http://www.interaide.org/pratiques/content/yam-cultivation-sella-limba-sierra-leone-impact-assessment-introduction-new-alata-variety>



En conclusion :

Comme on peut le voir à la lecture des pages qui précèdent, pour le secteur agricole plus encore que pour les autres, il est important de bien comprendre et de prendre en compte le contexte local et même très local, voire les capacités de chaque famille, si l'on veut agir efficacement. C'est d'ailleurs ce qui nous a amenés à privilégier les candidatures autochtones pour ces programmes.

Il n'en reste pas moins vrai que certaines méthodes ont pu être reprises d'un pays à l'autre. C'est le cas, par exemple, dans la lutte contre l'érosion, la riziculture, la vaccination de poules locales, ou encore pour la technique dite du « miniset » dans la culture de l'igname), mais finalement assez peu.

Un second point, c'est que, s'agissant de promouvoir des activités essentiellement productives, ce sont le plus souvent les agriculteurs les plus audacieux et parfois les mieux lotis qui s'y intéressent... (en fait ce sont les familles dont la sécurité alimentaire est suffisante et qui peuvent donc prendre le risque de l'innovation). En soi, ce n'est pas forcément négatif, car ils donnent l'exemple et sont souvent suivis par les autres. Mais cela nous amène aussi à développer dans certains cas une ligne d'actions spécifiques pour les familles les plus démunies.

Les échanges de Pratiques dans le domaine de **l'agriculture**, sont accessibles sur le site du Réseau Pratiques <http://www.interaide.org/pratiques/Agriculture>



Le repeuplement porcin a concerné la plupart des zones en Haïti. Ici en 1990, dans la chaîne des Cahos.



A Madagascar, des méthodes adaptées, inspirées de la technique du SRI (Système de Riziculture Intensive), permettent aux familles d'accroître significativement leur production de riz. Ici, un groupement de femmes cultivant une parcelle commune dans la zone de Mananjary en 2008.

